

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED  
**WT/GC/W/133**  
25 janvier 1999

(99-0290)

---

Conseil général

Original: anglais

## **DEMANDE D'INTERPRÉTATION FAISANT AUTORITÉ CONFORMÉMENT À L'ARTICLE IX:2 DE L'ACCORD DE MARRAKECH INSTITUANT L'ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE**

### Communication des Communautés européennes

Les Communautés européennes ont fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, adressée au Président du Conseil général et datée du 21 janvier 1999, en demandant qu'elle soit distribuée aux Membres.

\_\_\_\_\_

D'ordre de mes autorités, j'ai l'honneur de demander au Conseil général d'adopter une interprétation faisant autorité, conformément à l'article IX:2 de l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce, de certaines dispositions du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends. Les deux questions sur lesquelles les Communautés européennes demandent une interprétation faisant autorité, concernant en particulier l'interprétation des articles 3:7, 21:5, 22:2, 22:6, 22:7 et 23 du Mémorandum d'accord, figurent en annexe de la présente communication.

## ANNEXE

Les Communautés européennes soumettent les questions ci-après au Conseil général de l'OMC pour qu'il adopte une interprétation faisant autorité conformément à l'article IX:2 de l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce.

À la lumière des articles 3:7, 21:5, 22:2, 22:6, 22:7 et 23 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends considérés conjointement comme un ensemble cohérent de règles régissant la mise en œuvre des recommandations de l'Organe de règlement des différends (ORD),

dans une situation où il y a désaccord entre les Membres A et B de l'OMC au sujet de l'existence ou de la compatibilité avec un accord visé de mesures prises par le Membre B de l'OMC pour se conformer aux recommandations et décisions de l'ORD adressées au Membre B à la suite d'une procédure de règlement d'un différend engagée par le Membre A de l'OMC:

### Question 1

Dans cette situation, l'ORD est-il habilité à accorder au Membre A de l'OMC l'autorisation de suspendre des concessions ou d'autres obligations à l'égard du Membre B de l'OMC sur la base d'une détermination unilatérale du Membre A de l'OMC, c'est-à-dire en l'absence de rapport d'un groupe spécial ou de l'Organe d'appel adopté par l'ORD, selon laquelle le Membre B de l'OMC ne s'est pas conformé aux recommandations et décisions de l'ORD?

OUI ..... NON

### Question 2

Dans cette situation, y a-t-il quelque chose qui empêche l'ORD de prendre comme point de départ des délais mentionnés à l'article 22:6 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends l'adoption par l'ORD d'un rapport d'un groupe spécial ou de l'Organe d'appel au titre des procédures prévues à l'article 21:5 du Mémoire d'accord constatant que le Membre B de l'OMC ne s'est pas conformé aux recommandations et décisions de l'ORD au sujet de la plainte initiale?

OUI ..... NON

\_\_\_\_\_